

Arrêté n°2023-390-A

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la Ville de Montbrison à compter du 05/04/2023

Demande déposée le 10/03/2023	
Affichage récépissé dépôt de dossier : 10/03/2023	
Par :	Madame GARAND (née TISSOT) Michelle
Demeurant à :	15 chemin de la Perdriole 42600 MONTBRISON
Sur un terrain sis à :	Chemin de Balbigneux 42600 MONTBRISON 147 BC 17, 147 BC 19, 147 BC 257
Nature des Travaux :	Division en vue de construire (1 lot)

N° DP 042 147 23 M0074

Surface de plancher : 0 m<sup>2</sup>

**Le Maire,**

Vu la déclaration préalable présentée le 10/03/2023 par Madame GARAND (née TISSOT) Michelle,

Vu l'objet de la demande :

- pour une division en vue de construire (1 lot) ;
- sur un terrain situé Chemin de Balbigneux, 42600 MONTBRISON,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 portant à 3 ans la durée de validité des autorisations d'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022,

**Zone : Uh2,**

Vu l'avis Favorable avec prescriptions de Loire Forez agglomération - Service Voirie en date du 23/03/2023,

Vu l'avis Favorable avec réserves de Loire Forez agglomération - service cycle de l'eau (eau potable) en date du 04/04/2023,

Vu l'avis Favorable avec réserves de Loire Forez agglomération - service cycle de l'eau (assainissement) en date du 30/03/2023,

Vu l'avis Favorable d' ENEDIS en date du 13/03/2023, instruit sur la base d'une puissance de raccordement de 12 kVA sous réserve que le branchement électrique soit réalisé sur le Nord de la parcelle,

**ARRETE**

**Article 1:** La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non-opposition sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées ci-dessous.

**Article 2:** Les prescriptions et réserves émises par ENEDIS et les services Voirie, Assainissement et Eau potable de Loire Forez Agglomération dans les avis ci-joints, devront être strictement respectées.

MONTBRISON, le 05 avril 2023  
Le Maire,  
Christophe BAZILE



**Observations :**

Votre projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement, part Communale et part Départementale.

Votre projet est soumis au versement de la redevance d'archéologie préventive.

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques (loi du 27/09/1941, article 14) le pétitionnaire est informé qu'il est responsable de la conservation des vestiges tant mobiliers qu'immobiliers, il devra prendre contact avec la Direction Régionale de Affaires Culturelles.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention :** l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.